

1^{er} Mai 2022



Ne nous résignons pas à « en prendre encore pour 5 ans » !

Commençons à nous mobiliser dès à présent, y compris en vue des législatives de juin

Toutes et tous dans la rue le 1er mai

À l'issue du second tour, avec 19 millions de voix, soit 58,54 % des suffrages exprimés mais seulement 38,52 % des inscrits, Emmanuel Macron a une seconde fois remporté l'élection présidentielle face à l'extrême droite qui améliore encore son score avec plus de 13 millions de voix.

Pendant les 5 dernières années, nous nous sommes opposé·e·s aux politiques d'Emmanuel Macron. Nous savons que pour les cinq années à venir, il va poursuivre sa politique de casse sociale et de répression des oppositions.

À la CGT et à Sud Insee, nous refusons de nous résigner à en prendre encore pour 5 ans. Nous poursuivrons nos luttes contre les régressions politiques et sociales que le gouvernement ne tardera pas à amplifier dans la lignée des 5 dernières années.

Loin de lutter contre les causes de l'ascension de l'extrême droite, la politique de plus en plus droitière, réactionnaire et autoritaire menée par Macron n'aura abouti qu'à banaliser les thèses du RN, conduisant par là-même à normaliser sa présence.

Rappelons les méfaits de Macron pendant son premier quinquennat :

- [baisse de la fiscalité des plus riches, sur les hauts patrimoines et les entreprises](#), sans contrepartie (sans garde-fous), avec à la clé une [explosion des dividendes et des bénéfices des grandes entreprises](#)
- baisse des APL et durcissement des conditions d'accès aux allocations chômage résultant d'une politique anti-pauvres de prétendue lutte contre la fraude sociale (estimée entre 5 et 10 milliards d'euros dont 90 % résulte du travail au noir) quand rien de tangible n'est fait pour lutter contre les [100 milliards annuels de fraude et évasion fiscales](#)
- aucune augmentation du SMIC en dehors des revalorisations automatiques indexées sur l'inflation, affaiblissement des droits des salarié·e·s, etc.
- atteintes portées à la représentation syndicale, notamment dans la fonction publique, via la suppression de certaines instances de représentation des personnels (CHSCT, CAP...), et la volonté de désarmer l'action syndicale en la professionnalisant
- attaques en règle contre les services publics, la fonction publique et les fonctionnaires avec la poursuite des destructions d'emplois statutaires (notamment à Bercy), les réductions de moyens alloués à l'Hôpital public, le maintien du gel du point d'indice et la loi de destruction de la fonction publique du 6 août 2019 qui met fin aux CAP, casse la représentation des personnels, introduit le salaire au mérite et privilégie les recrutements contractuels sur les recrutements statutaires
- ouverture au privé de pans entiers du secteur public, en toute opacité et sans garantie d'absence de malversation, symbolisée par l'affaire McKinsey
- explosion de la pauvreté malgré des engagements électoraux démagogiques prétendant faire en sorte « qu'aucun SDF ne dorme dans la rue ». Remémorons-nous cet engagement pris par Emmanuel Macron dans [cette déclaration](#), au regard du [même engagement de Nicolas Sarkozy 10 ans plus tôt](#)
- absence de politique de lutte contre le dérèglement climatique couronnée par une spectaculaire [condamnation du gouvernement pour « inaction climatique »](#)

- politique mensongère et tout simplement indigne et inhumaine à l'égard des personnes migrantes : morts en Méditerranée et au Sahara, morts dans la Manche, tentes lacérées, duvets et téléphones confisqués puis détruits, démantèlements incessants (à Calais mais pas seulement), pushbacks totalement illégaux à nos frontières en général, et sur Briançon/Col de Montgenèvre en particulier, adoption de la loi asile et immigration réduisant considérablement le droit des demandeurs d'asile, etc.
- répression policière désormais systématique des mouvements sociaux, notamment des gilets jaunes, avec deux décès, des dizaines de personnes éborgnées, des mains arrachées, des dizaines de blessés graves... le tout sans aucune sanction à l'encontre des forces de l'ordre puisqu'il est prouvé que le degré d'impunité va même croissant. Rappelons les cas de violences policières les plus médiatisés : affaires Michel Zecler, Cédric Chouviat, affaire « Burger king », décès de Zineb Redouane et de Steeve Caniço, affaire Benalla... et encore ces jours-ci le [non-lieu pour deux membres de la PJ impliqués dans une affaire de viol au 36 du Quai des Orfèvres...](#)
- absence d'une réelle politique pour lutter contre les violences faites aux femmes alors même que cette lutte avait été promue « grande cause du quinquennat »

Le bilan est lourd

Organisons-nous dès à présent pour faire échec à ces politiques généreuses à l'égard des forts et impitoyables à l'endroit des plus faibles.

Pour éviter que ce président ne récidive, l'ensemble du salariat et des classes populaires doivent s'unir et se mobiliser dès aujourd'hui pour mettre immédiatement la pression sur l'exécutif.

Une semaine seulement après le second tour de l'élection présidentielle, les mobilisations du 1er mai revêtent cette année une signification toute particulière. Comme chaque année elles sont l'occasion de rappeler que le camp des travailleurs et des travailleuses reste mobilisé pour le progrès social et l'émancipation, mais aussi de signifier à Macron que nous sommes nombreuses et nombreux déterminé·e·s à ne rien lâcher, face au projet mortifère qu'il veut nous imposer.

C'est pourquoi nous vous appelons à vous mobiliser massivement le 1er mai prochain dans les nombreuses manifestations qui se dérouleront sur l'ensemble du territoire !

Montrouge, le 27 avril 2022

CGT Insee-GENES
syndicat-cgt@insee.fr
 tél : 01 87 69 53 90
<https://www.cgtinsee.org/>
https://twitter.com/Cgt_Insee

SUD Insee
syndicat-sud@insee.fr
 tél : 04 78 63 23 54 / 02 40 99 78 34
<http://www.sudinsee.org/>
https://twitter.com/Sud_Insee